

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 21 MARS 2022**

| <b>NOMBRE D'ELUS<br/>METROPOLITAINS<br/>EN EXERCICE : 16</b><br><br><b>QUORUM : 9</b>   |             |         |
|---|-------------|---------|
| PRESENTS  | REPRESENTES | ABSENTS |
| 12  | 0           | 4       |
| <b>OBJET DE LA DECISION</b><br><br><b>N° 22/164</b><br><br><b>SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS<br/>CONVENTIONNEES AU TITRE<br/>DU FONDS DE SOLIDARITE<br/>POUR LE LOGEMENT-<br/>ATTRIBUTION DE NEUF<br/>SUBVENTIONS POUR UN<br/>MONTANT DE 857 110 € POUR<br/>LES PROJETS - AIO-ASLL-<br/>APIE-ACCOMPAGNEMENT<br/>SOCIO-EDUCATIF DES<br/>JEUNES HEBERGES EN<br/>LOGEMENT TEMPORAIRE -<br/>IML</b> |             |         |

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVAR.

**ABSENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Francis ROUX, M. Jean-Pierre COLIN.

## DÉCISION MÉTROPOLITAINE

**N° 22/164**

**BUREAU DU 21 MARS 2022**

**O B J E T : SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES AU  
TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE  
LOGEMENT-ATTRIBUTION DE NEUF SUBVENTIONS  
POUR UN MONTANT DE 857 110 € POUR LES  
PROJETS - AIO-ASLL-APIE-ACCOMPAGNEMENT  
SOCIO-EDUCATIF DES JEUNES HEBERGES EN  
LOGEMENT TEMPORAIRE - IML**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,

**VU** la délibération n° 19/11/383 du 13/11/2019 relative au transfert de compétences et notamment du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) entre le Département du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°19/12/466 du conseil métropolitain du 10 décembre 2019 approuvant le règlement intérieur du FSL,

**VU** l'agrément obtenu par l'Association pour le Logement Individuel Et Autonome (ALINEA), l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL), l'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion (APEA), l'Association Varoise d'Accueil Familial (AVAF), l'association EN CHEMIN, l'association Fondation Agir Contre l'Exclusion Var (FACE VAR), l'association LOGIVAR, l'association COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA et l'association Olbia Var Appartements (OVA) au titre de la Loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement instaurant de nouvelles modalités d'agrément pour les organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

**VU** le tableau de synthèse et les projets de convention annexés,

**CONSIDERANT** que dans leur projet associatif, les associations concernées facilitent l'insertion durable des métropolitains, notamment au travers d'accompagnements vers l'accès et le maintien dans un logement autonome et décent, objectif à l'origine de la création des Fonds de Solidarité pour le Logement,

**CONSIDERANT** l'utilité de couvrir l'ensemble du territoire en permettant l'accueil, le conseil, l'information et l'accompagnement des métropolitains, en difficulté dans la réalisation de leur projet logement, favorisant ainsi l'insertion socio-économique,

**CONSIDERANT** qu'il s'agit, par ces subventions, de permettre la mise en œuvre de projets pour les actions suivantes :

- Accompagnement social lié au logement,
- Accompagnement prévention des impayés d'énergie,
- Dispositif d'information et d'orientation des jeunes,
- Accompagnement en hébergement temporaire,
- Bail accompagné-jeunes,
- Intermédiation locative,

**CONSIDERANT** que l'ensemble des actions proposées par ces associations concourent à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat et d'attractivité du territoire, en favorisant le parcours résidentiel, en sécurisant les bailleurs et en développant des partenariats efficaces,

**CONSIDERANT** qu'il convient de soutenir ces actions en attribuant à ces associations une subvention pour la réalisation de ces projets,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'ATTRIBUER** au titre du Fonds de solidarité pour le logement la somme de 857 110,00 € conformément au tableau annexé.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions annexées.

#### **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2022, à l'opération 5217 chapitre 65-424.

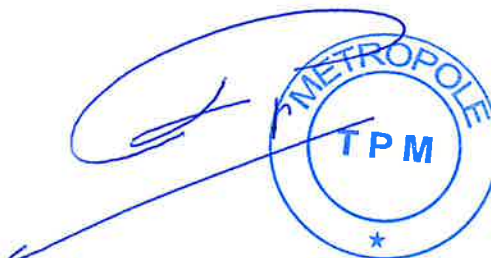
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

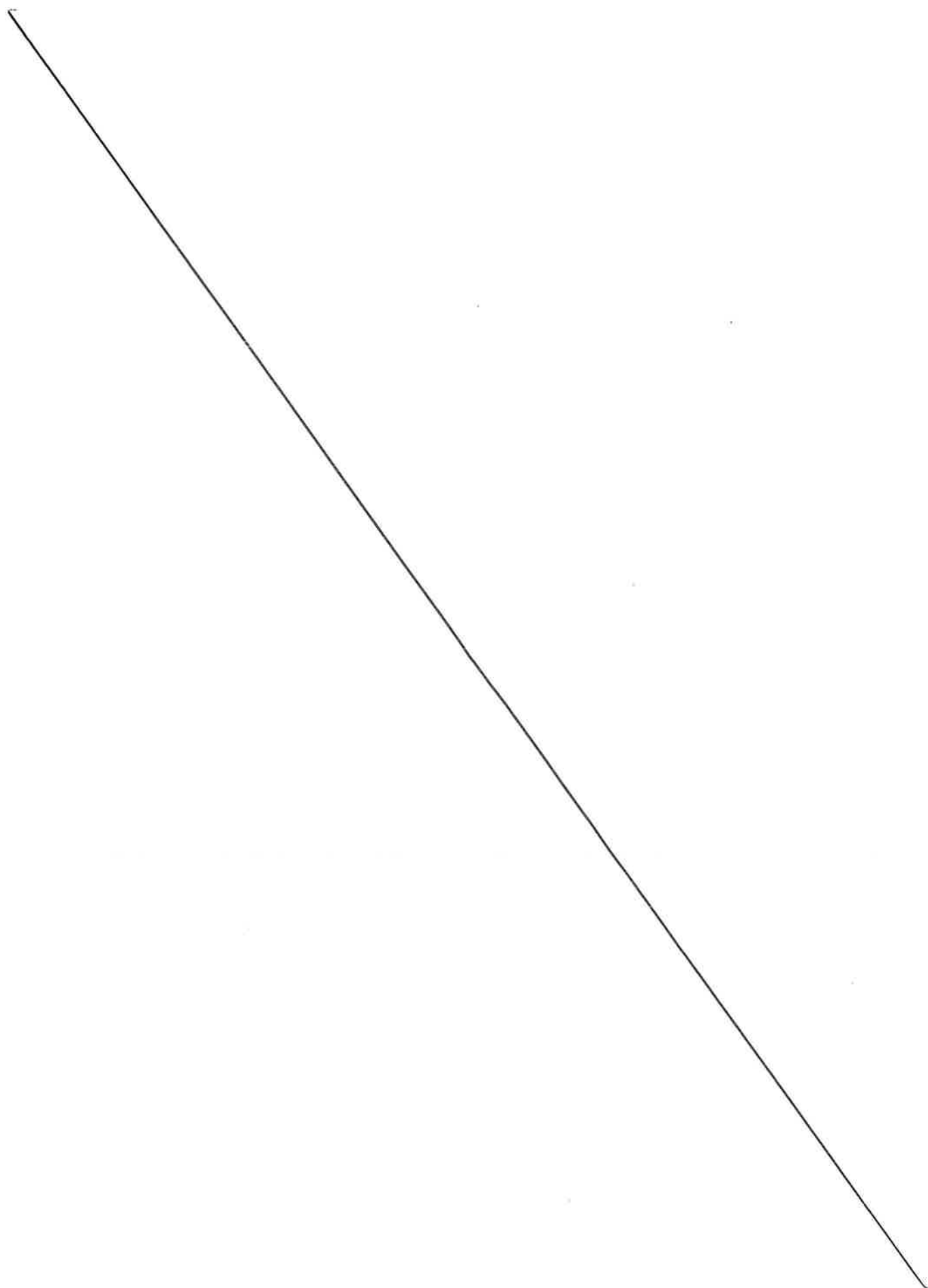
Fait à Toulon, le 21 mars 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

|            |    |
|------------|----|
| POUR       | 12 |
| CONTRE     | 0  |
| ABSTENTION | 0  |





**Annexe 1**



**Soutien aux associations conventionnées au titre  
du Fonds de solidarité pour le logement  
Année 2022**

| ASSOCIATIONS                      | OBJET DE LA SUBVENTION   | SECTEURS  | Montants            |
|-----------------------------------|--|---|---------------------|
| ADIL                              | Accompagnement social lié au logement renforcé                       | TPM   | 60 000,00€          |
| ALINEA                            | Accompagnement social lié au logement -jeunes                        | TOULON<br>LA VALETTE<br>LA GARDE  | 98 150,00 €         |
|                                   | Dispositif d'accueil d'information et d'orientation des jeunes (AIO) |   | 40 000,00 €         |
|                                   | Action logement des jeunes hébergés en logement temporaire (ALT)     |   | 9 000,00 €          |
|                                   | Bail accompagné jeunes   |   | 12 000,00€          |
| APEA                              | Accompagnement social lié au logement                                | LA SEYNE<br>OLLIOULES<br>SIX FOURS  | 45 300,00 €         |
| AVAF                              | Intermédiation locative  | TPM   | 15 000,00€          |
| EN CHEMIN                         | Accompagnement social lié au logement                                | CARQUEIRANNE<br>HYERES<br>LA CRAU<br>LA GARDE<br>LA VALETTE<br>LE PRADET<br>LE REVEST | 83 050,00 €         |
| FACE VAR                          | Accompagnement social lié au logement                                | TOULON  | 105 700,00 €        |
| LOGIVAR-UDV                       | Accompagnement social lié au logement                                | TOULON<br>LA SEYNE  | 52 850,00 €         |
| COMITE COMMUN<br>MEMBRE D'ITINOVA | Accompagnement social lié au logement                                | TOULON<br>LA SEYNE  | 160 900,00 €        |
|                                   | Accompagnement prévention des impayés d'énergie                      |   |                     |
| OVA                               | Accompagnement social lié au logement                                | TOULON<br>LA SEYNE<br>OLLIOULES<br>SIX FOURS  | 175 160,00€         |
| <b>TOTAL</b>                      |  |   | <b>857 110,00 €</b> |

# **Convention de partenariat entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association pour l'information sur le logement (ADIL) relative au Fonds de solidarité pour le logement pour l'année 2022**

## **ENTRE**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son

Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision n°.....en date du.....du Bureau Métropolitain,

**D'une part,**

## **ET**

L'association pour l'information sur le logement (ADIL), 1766 chemin de la Planquette 83130 LA GARDE, déclarée en Préfecture le 16 mars 1978, représentée par Monsieur Jean Louis PICOCHÉ, Président, dûment habilité,

**D'autre part,**

## **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées au sein de la Métropole.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique par le logement, notamment par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association ADIL s'est donnée comme objet de contribuer à l'insertion sociale et professionnelle de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à un logement autonome.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'Association, et compte tenu de l'intérêt de son action, il a été décidé de soutenir financièrement l'Association pour l'information sur le logement (ADIL).

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.



**CECI EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : L'engagement de l'association**

L'association pour l'information sur le logement (ADIL) s'engage à mettre en œuvre son programme d'action 2022 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose de réaliser sur le territoire d'intervention de Toulon Provence Méditerranée, 30 mesures d'accompagnement social lié au logement renforcé en file active. En lien avec les actions du « plan Métropolitain « logement d'abord » et notamment celles concourant à sécuriser le parcours résidentiel : Développement dans le secteur privé de protocoles calqués sur le protocole de cohésion sociale, protocole Borloo/de cohésion sociale, lien avec les objectifs de la convention intercommunale d'attribution (CIA), complémentarité des diverses commissions dans le domaine.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein associant un juriste et un travailleur social.

Cet accompagnement juridico-social lié au logement est assuré par un juriste au soutien duquel, sur la partie étude budgétaire, montage et dépôt des dossiers visant à la mobilisation des dispositifs, viendra un travailleur social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement juridico-social renforcé est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions.

L'accompagnement doit développer la coordination des acteurs, l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant la fluidité et la sécurisation du parcours résidentiel par :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,

- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

## **ARTICLE 2 : L'engagement de référence de TPM**

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (entrée des nouvelles mesures, renouvellement et fin des mesures d'accompagnement).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'association pour l'information sur le logement (ADIL) à hauteur de 60 000 Euros pour l'année 2022.

## **ARTICLE 3 : Evaluation de l'action**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

- un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2022, transmis au plus tard le 15 Janvier 2023.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

#### **ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la Métropole TPM**

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

#### **ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention**

Le montant de la subvention est arrêté à 60 000Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain, pour l'exercice 2022. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

#### **ARTICLE 6 : Les modifications à la convention**

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

#### **ARTICLE 7 : Les obligations de l'association**

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,

- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
  - le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
  - les bilans et comptes de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- à faciliter le contrôle par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

### **Le respect des présentes prescriptions est impératif.**

A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la Métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

### **ARTICLE 8 : Divers**

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association.

### **ARTICLE 9 : La résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

### **ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association**

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

### **ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

### **ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association pour l'information sur le logement (ADIL).

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Monsieur Hubert FALCO

Le Président de l'Association  
pour l'information sur le logement  
Monsieur Jean Louis PICOCHÉ

# **Convention de partenariat entre la métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association ALINEA relative au Fonds de solidarité pour le logement pour l'année 2022**

## **ENTRE**

La métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la métropole 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....

**D'une part,**

## **ET**

L'Association ALINEA, ayant son siège 6, traverse LIRETTE 83000 TOULON représentée par sa Présidente - Myriam VALVERDE dûment habilitée par son Conseil d'Administration,

**D'autre part,**

## **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées au sein de la Métropole.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association ALINEA s'est donné comme objet de contribuer à l'insertion sociale et professionnelle de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à un logement autonome.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'Association, et compte tenu de l'intérêt de son action il a été décidé de soutenir financièrement l'association ALINEA.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 - L'engagement de l'association**

L'association ALINEA s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2022 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose de réaliser sur le territoire d'intervention de Toulon, la Valette et La Garde, 65 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active (ASLL), des actions d'accueil, d'information et d'orientation (AIO), des mesures d'accompagnement socio-éducatif de jeunes hébergés en logement temporaire (ALT), et une action de bail accompagné.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau II dans le domaine médico-social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités



d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

## **ARTICLE 2 - L'engagement de référence de TPM**

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'Association ALINEA à hauteur de 159 150 Euros pour l'année 2022 :

- Action : accompagnement social lié au logement (ASLL) : 98 150 Euros,
- Action : accueil, d'information et d'orientation (AIO) : 40 000 Euros,
- Action : accompagnement socio-éducatif des jeunes hébergés en logement temporaire (ALT) et « bail accompagné jeunes » : 21 000 Euros

## **ARTICLE 3 - Evaluation de l'action**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2022, transmis au plus tard le 15 janvier 2023.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

## **ARTICLE 4 - La durée de l'engagement de la métropole TPM**

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

## **ARTICLE 5 - L'engagement comptable et le versement de la subvention**

Le montant de la subvention est arrêté à 159 150 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2022. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

## **ARTICLE 6 - Les modifications à la convention**

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

## **ARTICLE 7 - Les obligations de l'association**

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
  - le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
  - les bilans et comptes de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

### **Le respect des présentes prescriptions est impératif.**

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

### **ARTICLE 8 - Divers**

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

### **ARTICLE 9 - La résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

#### **ARTICLE 10 - Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association**

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

#### **ARTICLE 11 - Le tribunal compétent en cas de litige**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

#### **ARTICLE 12 - La légalité de la convention et sa notification**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association ALINEA.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

Le Président de l'Association  
ALINEA

Myriam VALVERDE

# **Convention de partenariat entre la métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION, relative au Fonds de solidarité pour le logement pour l'année 2022**

## **ENTRE**

La métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la métropole 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....  
D'une part,

## **ET**

L'Association ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET D'AIDE À L'INSERTION, ayant son siège 5 Avenue Garibaldi 83500 LA SEYNE SUR MER représentée par son Présidente - Cristina DE ROBERTIS dûment habilité par son Conseil d'Administration,  
D'autre part,

## **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées au sein de la Métropole et sur notre département.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association de prévention et d'aide à l'insertion (APEA) s'est donnée pour objet la promotion, la gestion et le développement d'actions auprès d'enfants, de jeunes, de familles et de leur milieu de vie.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'Association, et compte tenu de l'intérêt de son action, il a été décidé de soutenir financièrement l'association ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET D'AIDE À L'INSERTION.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

## **CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 - L'engagement de l'association**

L'association s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2022 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de la Seyne sur Mer, Ollioules et Six-Fours, 30 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active (ASLL).

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau II dans le domaine médico-social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

## **ARTICLE 2 - L'engagement de référence de TPM**

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET D'AIDE À L'INSERTION dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'association à hauteur 45 300 Euros pour l'année 2022:

- Action : accompagnement social lié au logement (ASLL)

## **ARTICLE 3 - Evaluation de l'action**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2022 au plus tard le 15 janvier 2023.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

## **ARTICLE 4 - La durée de l'engagement de la métropole TPM**

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

## **ARTICLE 5 - L'engagement comptable et le versement de la subvention**

Le montant de la subvention est arrêté à 45 300 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2022. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le

compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

## **ARTICLE 6 - Les modifications à la convention**

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

## **ARTICLE 7 - Les obligations de l'association**

L'Association s'engage:

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
  - le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
  - les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé



et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes-rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

### **Le respect des présentes prescriptions est impératif.**

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

### **ARTICLE 8 - Divers**

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

### **ARTICLE 9 - La résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

### **ARTICLE 10 - Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non respect des obligations de l'association**

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les

sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

### **ARTICLE 11 - Le tribunal compétent en cas de litige**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

### **ARTICLE 12 - La légalité de la convention et sa notification**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET D'AIDE À L'INSERTION.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

Le Président de l'Association  
ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET  
D'AIDE À L'INSERTION

Cristina DE ROBERTIS

# **Convention de partenariat entre la métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Association Varoise d'Accueil Familial, relative au Fonds de solidarité pour le logement pour l'année 2022**

**Entre :**

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)** ayant son siège à l'Hôtel métropolitain 107 boulevard Henri Fabre CS 30 536 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....

D'une part,

**Et :**

L'**Association Varoise d'Accueil Familial** sise 274 avenue Amiral Collet – Alcyon - 83 000 TOULON, représentée par Madame Nathalie AUBERT, sa Présidente dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration,  
D'autre part,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

## **I - EXPOSE DES MOTIFS**

Dans le cadre de l'animation de sa politique d'habitat, la métropole Toulon Provence Méditerranée développe une nouvelle stratégie d'intervention en direction du parc privé.

Ce parc constitué majoritairement en logement collectif est relativement ancien avec notamment près de 55 % construit avant 1975. Les enjeux énergétiques et de remise aux normes sont très importants alors que dans le même temps un certain nombre de fragilités est relevé notamment sur les copropriétés de grande taille. Les actions en faveur du parc privé constituent donc un axe prioritaire tant en matière de diversification de l'offre de logement par la maîtrise des loyers qu'en termes de réhabilitation du parc à réinvestir pour éviter toute nouvelle forme de ségrégation et de déqualification.

Le passage en métropole au 1er janvier 2018 confirme la poursuite de cette stratégie d'intervention sur le parc privé visant à l'amélioration des logements. Pilotant l'ensemble des dispositifs opérationnels tels que les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et le Programme d'Intérêt Général « Amélioration de l'Habitat » (PIG) via le guichet unique Bien chez soi, la métropole assure l'articulation et la complémentarité de ces outils au regard des besoins et des objectifs envisagés pour ce territoire.

L'intermédiation locative est une manière de produire du logement à loyer maîtrisé en mobilisant le parc privé à des fins sociales via le mandat de gestion ou la location/sous-location et par l'intervention d'un tiers social (opérateur, organisme ou association agréés) entre le propriétaire et la personne occupant le logement afin de sécuriser la relation locative. Il s'agit à la fois de faciliter le logement des personnes pouvant présenter des difficultés et d'inciter les bailleurs à mettre en location leur logement, y compris à des ménages pouvant présenter des difficultés.

Le chantier d'insertion, quant à lui permet de favoriser le retour à l'emploi de publics suivis dans le cadre de la politique de la ville conduite par la métropole tout en travaillant à l'amélioration du parc privé.

Cette production de logements conventionnés est enjeu majeur pour la métropole compte tenu la tension qui existe sur ce territoire. En effet, l'intermédiation locative et le chantier d'insertion sont de véritables leviers tant pour le retour à l'emploi des personnes travaillant sur le chantier que pour l'amélioration du parc privé, la lutte contre la vacance et la remise sur le marché des logements en état avec des loyers en adéquation avec les besoins de la population.

## **II - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir, pour sa période de validité, le programme d'actions et les engagements respectifs de la **Métropole Toulon Provence Méditerranée** et de l'**AVAF** en vue de favoriser la mise en œuvre de l'intermédiation locative et du chantier d'insertion, levier majeur auprès des propriétaires bailleurs dans le cadre du dispositif Bien chez soi.

## **III - PROGRAMME D' ACTIONS**

Le programme d'actions se décline de la manière suivante :

## Axe 1. Déployer l'intermédiation locative (baux glissants)

L'AVAF intervient auprès d'un public en grande difficulté (sans domicile fixe, grands marginaux...) qui par sa situation sociale précaire ne peut accéder à un logement autonome sans soutien. C'est dans ce contexte que la structure a développé un parc de sous-location avec clause de bail glissant.

Un parc de sous-location doit correspondre à certains publics :

- Situations célibataires et familles, sortant d'établissement type C.H.R.S., A.L.T. et ont encore besoin d'un accompagnement social soutenu pour consolider une autonomie.
- Familles nombreuses qui ont besoin d'appartements vastes dont les loyers doivent être en adéquation avec leurs ressources.

De façon globale, tous les publics qui, pour différents motifs dus à leur situation sociale ne peuvent accéder au logement autonome sans aide.

Le Principe : l'association prend en bail des logements qu'elle sous-loue aux personnes et familles qu'elle souhaite reloger.

Cette sous-location se fait avec l'accord du propriétaire. L'association exige dans le contrat de bail une clause de bail glissant, c'est à dire qu'au terme d'une durée définie ensemble (12 mois maximum), le propriétaire s'engage à contracter un bail direct avec les sous-locataires. L'association n'est plus locataire en titre « intermédiaire » et peut remobiliser un nouvel appartement qu'elle remettra à disposition pour une autre situation.

Pour améliorer le nombre de bénéficiaires de ce dispositif, l'AVAF propose de mobiliser **dix logements** en permanence sur le territoire T.P.M. Cette action concerne environ 10 familles par an soit 25 à 35 personnes qui sont relogées grâce à cette activité.

La métropole souhaite que ces logements puissent relever de conventionnement avec l'ANAH en loyers social ou très social.

**Il est donc envisagé pour l'année 2022 de capter 5 logements relevant de ces loyers maîtrisés.**

Moyen : Ce projet nécessite un accompagnement social adapté en conséquence, l'association mobilise sur l'ensemble de l'action 5 travailleurs sociaux pour le territoire de TPM.

## **Axe 2. Conforter le chantier d'insertion**

Globalement, cette action consiste à :

- offrir des possibilités d'insertion à un public élargi en situation de précarité en associant une prise en charge personnalisée avec des actions d'ordre collectif et un accompagnement global,
- répondre aux besoins de qualification des personnes les plus en difficulté en les mettant en situation réelle du travail,
- favoriser les possibilités de relogement des personnes et familles sans domicile.

L'objectif du chantier d'insertion est de permettre aux résidents des foyers d'accéder à une activité professionnelle (entretien technique du bâtiment et propreté des locaux) pour pallier à des problématiques importantes. Ces personnes, très exclues socialement ainsi que professionnellement, accèdent difficilement aux circuits classiques de l'emploi et de la formation. Il s'agit également d'offrir des lieux d'accueil et d'hébergement décents ainsi que remettre en état des logements captés pour un accès au logement autonome des hébergés.

Les actions mises en place visent à :

- Rompre le processus d'exclusion sociale et professionnelle
- Apprentissage ou réapprentissage des mécanismes de travail
- Analyser, évaluer, proposer des contrats d'objectifs atteignables
- Mettre en valeur les capacités et savoir-faire de la personne
- Amener à un niveau d'employabilité compatible avec le marché de l'emploi
- Acquérir des droits et des compétences tant sur le plan social qu'économique
- Aider à élaborer un projet de vie.

### 1) ACI Chantier d'insertion Service Entraide : réinsertion professionnelle

Les postes proposés concernent l'activité « Entretien et technique du bâtiment » il s'agit du bâtiment second œuvre. Cette activité permet aux bénéficiaires d'aborder les différents métiers du secteur du bâtiment dans un but de réapprentissage ou d'affirmation d'un choix professionnel :

- Isolation intérieure (panneaux de mousse, bandes ou panneaux de fibres minérales ou de verres etc.), Coffrage (plaques de plâtre, lambris, panneaux etc.),

- Pose de faux – plafond,
- Isolation acoustique,
- Enduits,
- Traitement d'étanchéité,
- Montage de cloisons,
- Réparation de fissures, Pose de carrelage, Réalisation des joints étanches, Construction de cloisons, Pose de portes et fenêtres, Peinture, tapisserie, revêtement, Installation sanitaires...

La deuxième activité importante se rapporte au secteur de la propreté, il s'agit de « l'entretien et hygiène des locaux » un secteur dit « d'insertion » qui donne une chance d'intégration aux personnes sans qualification.

La nature des travaux est un équilibre entre des tâches de qualifications variées. Les postes de travail sont à technicité variable, aussi bien en rénovation du bâtiment (du débarras de caves et nettoyage aux travaux soignés de peinture, tapisserie ou électricité) que dans le nettoyage.

L'accompagnement socio-professionnel de l'AVAF consiste dès lors à soutenir la personne pour qu'elle acquière les capacités et les compétences nécessaires pour s'insérer dans l'environnement social et économique local. La préparation à la sortie s'effectue à mi-parcours lorsqu'il s'agit d'un contrat de 6 mois ou dès le 1er renouvellement de la convention. La conseillère en insertion professionnelle organise en interne des ateliers collectifs de recherche d'emploi (lettres de motivation, CV, transmission des offres d'emploi), effectue des orientations vers nos partenaires SIAE (AI, EI, ETTI, JEIQ), sollicite également les partenaires associatifs (hors SIAE), accompagne les bénéficiaires dans leurs démarches auprès des entreprises (contacts téléphoniques, réponses aux offres d'emploi).

## 2) ACI Chantier d'insertion Service Entraide : Actions d'auto réhabilitation

Pour capter des logements vacants pour les personnes que l'association héberge, il est proposé aux bailleurs d'accompagner les futures locataires dans la rénovation des lieux.

- Procéder à l'accompagnement à l'auto réhabilitation du logement
- Rénover et/ou embellir le futur logement des bénéficiaires des CHRS
- Favoriser le maintien des personnes dans leur logement en rénovant le lieu d'habitat.

L'action s'adresse à des hommes et des femmes en difficultés, de bas niveaux de qualification, demandeurs d'emploi de longue durée, allocataires de minima sociaux (RSA, API, ASS) jeunes sans qualification.

- Expérience professionnelle quasi-inexistante ou très éloignée dans le temps
- Absence ou manque de savoir-faire professionnel
- Irrégularité dans la réalisation des tâches
- Difficultés de comportement dans la relation à l'autre
- Pour ce qui concerne le relogement ou le maintien en logement, l'action s'adresse à des personnes hébergées en CHRS et/ou des bénéficiaires de minima sociaux.

#### **IV - MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

##### **a) Participation financière**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'AVAF à hauteur de 15 000 euros pour l'année 2022.

L'AVAF s'engage pour l'année 2022 à utiliser la subvention de Toulon Provence Méditerranée au profit du déploiement de l'intermédiation locative et de chantiers d'insertion permettant d'offrir aux propriétaires bailleurs, dans le cadre du dispositif Bien chez soi, un produit clé en main.

Si le montant réel des dépenses varie à la hausse, la subvention n'est pas réévaluée. En revanche, si ce montant varie à la baisse, le montant de la subvention est accordé au prorata des dépenses réalisées.

##### **b) Modalités de versement**

La subvention de 15 000 euros sera versée selon les modalités suivantes. Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2022. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

#### **V – OBLIGATIONS DE L'AVAF**



L'AVAF s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé.

L'AVAF s'engage à fournir à Toulon Provence Méditerranée son rapport annuel d'activités ainsi que son bilan et son compte de résultats annuels.

## **VI - DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à compter de sa signature. Elle est conclue pour l'année 2022.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des obligations réciproques convenues, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure valant mise en demeure. Dans ce cas, l'AVAF devra reverser à Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ou utilisées pour des actions différentes de celles prévues à la présente convention.

## **VII - SUIVI ET EVALUATION**

L'association devra fournir un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2022 au plus tard le 15 janvier 2023.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

## **VIII – COMMUNICATION ET INFORMATION**

Toute publication ou tout support de promotion de la présente convention ou de son contenu élaboré par ou à l'initiative d'un des signataires devra comporter les logos de TPM, de l'AVAF, respecter la charte graphique.

## **IX - SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE RESERVE**

Les cocontractants se reconnaissent tenus au secret professionnel, à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, les informations, études et décisions, dont ils auront connaissance au cours d l'exécution de la présente convention.

Ils s'interdiront notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets sans accord préalable mutuel.

## **XI - REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente de l'Association  
Varoise d'Accueil Familial

Hubert FALCO

Nathalie AUBERT

# **Convention de partenariat entre la métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association EN CHEMIN relative au Fonds de solidarité pour le logement pour l'année 2022**

## **ENTRE**

La métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la métropole 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....  
D'une part,

## **ET**

L'Association EN CHEMIN, ayant son siège 10, Bd Frédéric Mistral 83400 HYERES, représentée par son Président – Paul LAMBERT dûment habilité par son Conseil d'Administration,  
D'autre part,

## **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées au sein de la Métropole et sur notre département.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association EN CHEMIN s'est donné comme objet de mettre en œuvre tous les moyens pour accompagner de manière personnalisée des personnes ou des ménages en difficulté vers l'insertion sociale, le retour à l'autonomie et l'activité

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association EN CHEMIN.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

## **CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : L'engagement de l'association**

L'association EN CHEMIN s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2022 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Carqueiranne, Hyères, La Crau, La Garde, La Valette, Le Pradet, et Le Revest, pour 55 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau II dans le domaine médico-social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

## **ARTICLE 2 : L'engagement de TPM**

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement pour l'année 2022 l'Association EN CHEMIN à hauteur de 83 050 Euros.

- Action : accompagnement social lié au logement (ASLL) : 83 050 Euros

## **ARTICLE 3 : Evaluation de l'action**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2022 au plus tard le 15 janvier 2023.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

## **ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la métropole TPM**

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

## **ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention**

Le montant de la subvention est arrêté à 83 050 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2022. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le

compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

## **ARTICLE 6 : Les modifications à la convention**

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

## **ARTICLE 7 : Les obligations de l'association**

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

\* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

\* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable

agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

### **Le respect des présentes prescriptions est impératif.**

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

### **ARTICLE 8 : Divers**

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

### **ARTICLE 9 : La résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

### **ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association**

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les

sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

### **ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

### **ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association EN CHEMIN.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

Le Président de l'Association  
EN CHEMIN

Paul LAMBERT



# **Convention de partenariat entre la métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association FACE VAR relative au Fonds de solidarité pour le logement pour l'année 2022**

## **ENTRE**

La métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la métropole 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....  
D'une part,

## **ET**

L'Association FACE VAR, ayant son siège 25, rue Victor Clappier 83000 TOULON, représentée par sa Directrice - Cécile ROBLET dûment habilitée par son Conseil d'Administration,  
D'autre part,

## **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées au sein de la Métropole et sur notre département.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association FACE VAR s'est donné comme objet de mettre en œuvre tous les moyens pour agir contre les exclusions, et favoriser l'insertion des personnes ou des ménages en difficulté, notamment en matière de logement.

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association FACE VAR.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

## **CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 - L'engagement de l'association**

L'association FACE VAR s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2022 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon 70 mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL) en file active.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau II dans le domaine médico-social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

## **ARTICLE 2 - L'engagement de TPM**

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement pour l'année 2022 l'Association FACE VAR à hauteur de 105 700 Euros.

- Action : accompagnement social lié au logement (ASLL) : 105 700 Euros

## **ARTICLE 3 - Evaluation de l'action**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2021 au plus tard le 15 janvier 2022.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

## **ARTICLE 4 - La durée de l'engagement de la métropole TPM**

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

## **ARTICLE 5 - L'engagement comptable et le versement de la subvention**

Le montant de la subvention est arrêté à 105 700 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2022. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le

compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

## **ARTICLE 6 - Les modifications à la convention**

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

## **ARTICLE 7 - Les obligations de l'association**

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
  - le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
  - les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

### **Le respect des présentes prescriptions est impératif.**

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

### **ARTICLE 8 - Divers**

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

### **ARTICLE 9 - La résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

## **ARTICLE 10- Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association**

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

## **ARTICLE 11 - Le tribunal compétent en cas de litige**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

## **ARTICLE 12 - La légalité de la convention et sa notification**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association FACE VAR.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

Pour le Président de l'Association  
FACE VAR et par délégation

Cécile ROBLEZ

**Convention de partenariat entre la métropole Toulon  
Provence Méditerranée et l'association COMITE  
COMMUN MEMBRE D'ITINOVA  
relative au Fonds de solidarité pour le logement pour  
l'année 2022**

**ENTRE**

La métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la métropole 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n° ..... du.....  
D'une part,

**ET**

L'Association COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA, ayant son siège Immeuble Palais Liberté- 41, Place de la Liberté- 83000 TOULON représentée par son Président – Monsieur Alain ROUX dûment habilité par son Conseil d'Administration,  
D'autre part,

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées au sein de la Métropole et sur notre département.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association s'est donné pour objet de concevoir, mettre en œuvre tous moyens, pour que chaque personne qu'elle prend en charge, puisse développer sa personnalité, prendre conscience de sa dignité, du respect dû aux autres, conduire librement son propre destin et engager sa responsabilité dans l'évolution de la société.

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

## **CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 - L'engagement de l'association**

L'association COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2022 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon, la Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier, 85 mesures d'accompagnement social liées au logement (recherche et insertion durable) et 35 mesures d'accompagnement prévention impayé d'énergie (APIE).

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau II dans le domaine médico-social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement,
- La lutte contre la précarité énergétique.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.



## **ARTICLE 2 - L'engagement de TPM**

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'Association COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA à hauteur de 160 900 Euros pour l'année 2022 :

- Action accompagnement social lié au logement (ASLL) : 128 350,00€
- Action accompagnement prévention impayé d'énergie (APIE) : 32 550,00€

## **ARTICLE 3 : Evaluation de l'action**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2022 au plus tard le 15 janvier 2023.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

## **ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la métropole TPM**

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

## **ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention**

Le montant de la subvention est arrêté à 160 900 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2022. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le

compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

## **ARTICLE 6 : Les modifications à la convention**

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

## **ARTICLE 7 : Les obligations de l'association**

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

\* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

\* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable

agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

### **Le respect des présentes prescriptions est impératif.**

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

### **ARTICLE 8 : Divers**

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

### **ARTICLE 9 : La résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

### **ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association**

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

## **ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

## **ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

Le Président de l'Association  
COMITE COMMUN MEMBRE  
D'ITINOVA

Monsieur Alain ROUX

# **Convention de partenariat entre la métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association LOGIVAR-UDV relative au Fonds de solidarité pour le logement pour l'année 2022**

## **ENTRE**

La métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la métropole 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....  
D'une part,

## **ET**

L'Association LOGIVAR-UDV, ayant son siège 51 Rue Suzanne 83000 TOULON représentée par son Président – Christophe MICHEL dûment habilité par son Conseil d'Administration,  
D'autre part,

## **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées au sein de la Métropole et sur notre département.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association LOGIVAR-UDV s'est donné pour objet de participer à la promotion humaine de ceux qui sont en situation de marginalité et de pauvreté, en lien étroit avec la diaconie.

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association LOGIVAR-UDV.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

## **CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :**

### **ARTICLE 1 : L'engagement de l'association**

L'association LOGIVAR-UDV s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2022 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon et La Seyne-sur-Mer 35 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau II dans le domaine médico-social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

## **ARTICLE 2 : L'engagement de TPM**

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement pour l'année 2022 l'association LOGIVAR-UDV à hauteur de 52 850 Euros :

- Action : accompagnement social lié au logement(ASLL) : 52 850 Euros,

## **ARTICLE 3 : Evaluation de l'action**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2022 au plus tard le 15 janvier 2023.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

## **ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la métropole TPM**

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

## **ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention**

Le montant de la subvention est arrêté à 52 850 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2022. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

## **ARTICLE 6 : Les modifications à la convention**

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

## **ARTICLE 7 : Les obligations de l'association**

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

\* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

\* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.



En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

### **Le respect des présentes prescriptions est impératif.**

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

### **ARTICLE 8 : Divers**

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

### **ARTICLE 9 : La résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

### **ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association**

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les

sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

### **ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

### **ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association LOGIVAR-UDV.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

Le Président de l'Association  
LOGIVAR-UDV

Christophe MICHEL

# **Convention de partenariat entre la métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association OLBIA VAR APPARTEMENTS relative au Fonds de solidarité pour le logement pour l'année 2022**

## **ENTRE**

La métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la métropole 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....  
D'une part,

## **ET**

L'Association OLBIA VAR APPARTEMENTS, ayant son siège 32, Chemin du Pont de Bois, 83200 TOULON représentée par son Président - Philippe GUINET dûment habilité par son Conseil d'Administration,  
D'autre part,

## **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées au sein de la Métropole et sur notre département.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association OLBIA VAR APPARTEMENTS s'est donné comme objet de mettre en œuvre tous les moyens pour accompagner de manière personnalisée des personnes ou des ménages en difficulté afin que ceux-ci puissent réussir à s'insérer durablement dans un logement.

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association OLBIA VAR APPARTEMENTS.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

## **CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : L'engagement de l'association**

L'association OLBIA VAR APPARTEMENTS s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2022 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon, la Seyne-sur-Mer, Ollioules et Six-Fours, 116 mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL).

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau II dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

## **ARTICLE 2 : L'engagement de TPM**

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement pour l'année 2022 l'Association OLBIA VAR APPARTEMENTS à hauteur de 175 160,00 Euros.

- Action : accompagnement social lié au logement (ASLL) : 175 160,00€

## **ARTICLE 3 : Evaluation de l'action**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2022 au plus tard le 15 janvier 2023.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

## **ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la métropole TPM**

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

## **ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention**

Le montant de la subvention est arrêté à 175 160,00 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2022. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

## **ARTICLE 6 : Les modifications à la convention**

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

## **ARTICLE 7 : Les obligations de l'association**

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

\* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

\* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

### **Le respect des présentes prescriptions est impératif.**

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

### **ARTICLE 8 : Divers**

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

### **ARTICLE 9 : La résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

### **ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association**

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

## **ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

## **ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association OLBIA VAR APPARTEMENTS.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

Le Président de l'Association  
OLBIA VAR APPARTEMENTS

Monsieur Philippe GUINET